

Le rôle des syndicalistes de la zone sud dans les premiers temps de la Résistance (1940-1942)

L'intitulé de cet article pointe explicitement le fait que je vais proposer une vision réduite d'un panorama beaucoup plus vaste. La zone occupée en est absente. Les ex-unitaires, c'est-à-dire les communistes, aussi. Je concentrerai mon propos sur la CGT, celle des confédérés, c'est-à-dire des réformistes, et la CFTC.

L'historiographie sur le sujet insiste généralement sur le point de savoir si on peut légitimement parler d'un syndicalisme résistant¹. Elle dresse un tableau d'ensemble et met en exergue la réunification réalisée par les accords du Perreux en avril 1943². Ces questions, très importantes, se situent à un haut degré de généralisation.

Ce n'est pas à quoi je m'intéresserai. Je privilégierai la période 1940-1942 en zone sud, en la considérant vue d'en bas en quelque sorte : l'expression n'est pas parfaitement appropriée parce que les syndicalistes dont on a conservé la trace étaient, en réalité, des cadres, des responsables à divers niveaux de la hiérarchie et on devine seulement les militants, par exemple dans les imprimeries, sans vraiment les connaître³. En restreignant ma focale, mon parti pris est de tenter de cerner la part assumée par les syndicalistes dans la naissance et dans l'organisation de la Résistance en zone sud entre 1940 et 1942.

Trois raisons me dictent cette volonté de considérer les choses d'en bas et sur une courte période, celle des balbutiements de la Résistance. Cela permet d'abord de constater et de rappeler qu'en zone sud, la Résistance pionnière a été puissamment aidée par les syndicalistes, qui n'ont pas nécessairement agi en tant que tels et ne sont en conséquence pas visibles en tant que tels. Cela pose ensuite la question des rapports entre la France Libre et la Résistance naissante. Le premier sursaut a, en effet, ensuite été relayé et perturbé par l'impulsion née de la venue d'Yvon Morandat. Enfin, cela souligne que la venue de Morandat a modifié la donne mais aussi sa propre façon de voir. Morandat avait disposé de plusieurs mois à Londres pour penser ou, pour mieux dire, imaginer, son action. Il a dû, sur place, s'adapter selon un schéma assez différent qui éclaire la nature très singulière de l'action déployée en France dans la clandestinité.

L'apport des syndicalistes au mouvement Libération

Trois mouvements émergent en zone non occupée (ZNO) en 1941. L'un d'eux, Libération, doit beaucoup aux syndicalistes, au point que cela lui confère même une couleur très singulière sur l'échiquier résistant non communiste de zone sud. En ZNO, les syndicalistes accompagnent les initiatives pionnières. Dès le début, on en trouve dans les rangs des

¹ Alya Aglan, « Des syndicalistes dans la résistance », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 67, juillet-septembre 2000, pp. 119-127.

² Jean-Louis Robert (dir.), « Le syndicalisme sous Vichy », *Le Mouvement Social*, n° 158, janvier-mars 1992 ; Jean-Pierre Le Crom, « Syndicalisme et Résistance », dans Laurent Douzou, Robert Frank, Denis Peschanski et Dominique Veillon (dir.), *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision, Actes du colloque international de Cachan, 16-18 novembre 1995*, Cachan, Institut d'histoire du temps présent, 1995, pp. 397-413 ; Denis Peschanski, Jean-Louis Robert (dir.), *Les ouvriers en France dans la Seconde Guerre mondiale*, IHTP, 1992 [parution en poche, CNRS éditions, janvier 2017].

³ Pour ce faire, on peut se reporter à Paul Chauvet, *La Résistance chez les fils de Gutenberg dans la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, impr. Richard, 1979, 501 p., consultable à la Bibliothèque nationale de France sous la cote 686.209 04 CHAU r.

mouvements naissants. Ils y entrent de leur propre initiative, à titre individuel. C'est le cas, entre autres, de Pierre Ferri-Pisani et d'Antoine Ceccaldi, dans le Sud-Est, qui adhèrent au mouvement Libération naissant. Pourquoi les mentionner ? Parce qu'ils sont à l'origine d'une rencontre capitale pour Libération, celle de d'Astier, numéro un de Libération, avec Léon Jouhaux.

Secrétaire général de la CGT réunifiée, Léon Jouhaux est à la tête de l'organisation depuis 1909. Il se cache dans la région sèteoise (avant d'être interné jusqu'à sa déportation en mars 1943) chez Pierre Ferri-Pisani, inscrit maritime, militant syndicaliste et socialiste, conseiller municipal de Marseille de 1929 à 1940 et adjoint au maire, secrétaire de la Fédération nationale des syndicats maritimes CGT.

Pierre Ferri-Pisani et Antoine Ceccaldi, secrétaire de la CGT à Sète, font en sorte que d'Astier puisse rencontrer Jouhaux. L'entrevue est décisive dans la mesure où Jouhaux est alors le seul qui ait une autorité incontestée dans le milieu syndical. Or, le milieu syndical, à l'été 1941, est en piteux état. Il est vidé de nombre de ses militants, qui ont quitté ses rangs depuis 1938, profondément fragilisé par les soubresauts de la période 1938-1939 (de l'échec de la grève du 30 novembre 1938 aux conséquences de la signature du pacte germano-soviétique). Il est miné par le violent rejeu de la fracture entre communistes et réformistes. C'est, de surcroît, un milieu divisé, du fait de l'adhésion de certains de ses membres, et non des moindres, à l'État français. C'est un milieu qui se sait en sursis et qui a été frappé de plein fouet par l'interdiction des syndicats en novembre 1940. Tout ceci, qui est bien connu, ne vaut d'être rappelé que pour mieux comprendre l'importance du rôle des individualités dans la période 1940-1942. Dans ce paysage de désolation, comme le mouvement ouvrier n'en avait pas connu depuis des décennies, Jouhaux fait office de point de repère et de sésame. Il est, dans un paysage troublé et mouvant, un point fixe pour la CGT, comme Blum l'est pour le parti socialiste.

D'Astier voit Jouhaux à deux reprises sans qu'aucun agenda ne nous livre les dates précises de ces rencontres. Elles ont lieu entre la fin de l'été et le début de novembre 1941. Le vieux dirigeant – il a alors 62 ans - accepte le principe d'une entente de caractère organique entre Libération et les militants et cadres de la CGT hostiles à la Révolution nationale. L'accord se fait à deux conditions : l'obéissance au symbole gaulliste et la non-collaboration avec les communistes. Notons au passage que l'accord donné par Jouhaux en dit long sur l'état de déréliction du syndicalisme en 1941. Qu'une organisation aussi ancienne que la CGT, qu'un homme aussi expérimenté que Jouhaux en vienne à passer accord avec d'Astier et son mouvement créé ex nihilo, en réalité un groupe en quête de troupes et de crédibilité, c'est un indice supplémentaire de ce que l'effet de souffle de 1940 a été puissant.

Jouhaux désigne Julien Forgues pour représenter la CGT auprès de la direction de Libération. Forgues, qui siège à la Bourse du Travail de Toulouse, est la plaque tournante de la CGT anti-vichyste pour tout le Sud-Ouest. Il est secrétaire de l'Union départementale CGT de la Haute-Garonne depuis 1923. Dans la CGT, il a la réputation d'être l'ombre de Léon Jouhaux.

L'accord que passent les deux dirigeants est essentiel pour les deux parties. Il l'est, à vrai dire, d'abord et avant tout pour Libération.

Libération devient le moyen d'expression privilégié, pour ne pas dire le truchement officiel, de la direction clandestine de la fraction anti-vichyste de la CGT. Au point que d'Astier a pris l'engagement d'ouvrir une page entière de *Libération* – sur les quatre que compte en principe

chaque numéro— à la CGT. Ce sera la rubrique « *Résistance Ouvrière et Paysanne* ». Pour les neuf premiers mois de l'année 1942, cette rubrique ne représente pas moins de 20,4 % de la superficie totale du journal.

La première manifestation visible du soutien prêté par Jouhaux au journal et au mouvement Libération revêt la forme d'un appel publié dans le numéro 4 de décembre 1941. Il émane de Léon Jouhaux en personne. S'il ne le signe pas, bien sûr, il a un style si reconnaissable que les initiés ne s'y tromperont pas. Et le journal, pour éviter qu'on s'y méprenne, met les points sur les i dans la courte introduction qui précède ce texte : « Nous publions ci-dessous un appel aux ouvriers. Cet appel a été rédigé par les plus qualifiés représentants de la classe ouvrière, par ceux qui ne sont pas soumis, qui n'ont pas trahi. » Et de préciser : « D'autre part, nous sommes fiers de pouvoir annoncer à nos lecteurs que les grandes organisations qui représentent une des parties les plus saines de notre nation ont accepté de grand cœur d'appuyer notre mouvement de libération. » Cette page syndicale du journal apporte une crédibilité et une représentativité inespérées au mouvement.

Les syndicalistes prêtent donc main forte à Libération. Ils le font de façon décisive, en aidant à structurer l'action au niveau régional. Sans visée d'exhaustivité, on peut faire un rapide tour d'horizon. À Toulouse avec Julien Forgues et Albert Guigui, qui est correcteur d'imprimerie et a une très longue expérience militante ; à Pau avec Jean Baylot, employé aux PTT ; à Sète, avec Antoine Ceccaldi ; à Marseille, avec Pierre Ferri-Pisani ; à Clermont-Ferrand avec Raymond Perrier, fils d'un artisan du bâtiment, entré dans la vie active à l'âge de 14 ans, secrétaire du syndicat de l'ameublement du Puy-de-Dôme, puis de l'Union départementale des syndicats avant-guerre, adhérent de la SFIO depuis 1925 ; à Lyon, avec Marius Vivier-Merle, secrétaire de l'Union départementale CGT ; à Thonon-les-Bains avec Robert Lacoste, fonctionnaire des Finances et militant éprouvé. Bref, nombre de cadres aguerris se mettent au service du mouvement. Certains d'entre eux étaient déjà dans sa mouvance, mais la caution de Jouhaux fait désormais d'eux, ès qualités, des membres dévoués et influents qui appliquent un accord en bonne et due forme. « La classe ouvrière », comme l'écrit Jouhaux dans son appel, est « avec ceux qui continuent de lutter, méprisant ceux qui abdiquent ».

Une organisation rompue aux ficelles du militantisme choisit d'épauler le mouvement. Cette aide lui épargne dans une large mesure la quête hasardeuse et si souvent décourageante des contacts. On économise ainsi un temps précieux et des forces. On découvre vite également la valeur et le dévouement des militants syndicalistes.

L'entrée en scène d'Yvon Morandat

L'accord Jouhaux-d'Astier intervient au moment précis où un renfort de poids vient s'ajouter aux cadres et militants cégétistes et CFTC (je reviendrai sur ces derniers). C'est un homme seul, sans notoriété particulière, mais qui jouit d'emblée d'un prestige incontestable. Léon Morandat, dit « Yvon », est, en effet, envoyé par Londres pour une mission à caractère politique. Il relève d'André Diethelm, commissaire à l'Intérieur du Comité national français (CNF) de Londres. À ce caporal de chasseurs alpins, qui a choisi de rester à Londres et de se mettre au service du général de Gaulle, après avoir fait la campagne de Norvège, on a assigné une mission précise, évidemment liée au fait qu'il était secrétaire des syndicats CFTC de la Savoie en 1939, un des rares syndicalistes de terrain présents à Londres. Son ordre de mission, probablement d'octobre 1941, émanant de Diethelm, est ainsi libellé⁴ :

⁴ Je remercie Sébastien Albertelli d'avoir porté ce document à ma connaissance.

« Mission (région lyonnaise, Savoie, H[aute]-Savoie, Ain, Saône-et-Loire, Loire, Rhône, Ardèche, Isère, Drôme) : y reprendre contact avec les milieux de jeunesse catholique (J.O.C. – J.A.C.) – La jeune république (catholiques sociaux démocrates populaires) : les syndicats chrétiens ; les syndicats C.G.T.

Il devra s'efforcer de les rallier au mouvement Forces Françaises Libres et non s'adresser à eux en tant qu'ancien parti ou ancienne formation, ou anciens groupements politiques ou syndicaux.

Au début, il devra :

1°) se contenter de sonder les personnes en ce qui concerne leurs sentiments pro-gaullistes ;

2°) Il établira un réseau d'agents propagandistes dans les principaux centres de sa région ;

3°) Ses agents auront à former des « équipes » de propagandistes.

Il est bien entendu qu'il ne s'agira à aucun moment de créer des groupes ou équipes d'action, mais que si, en fait, il rentre en contact avec des personnes susceptibles d'agir dans les milieux syndicaux, qui par ailleurs seraient à la tête de groupes d'action, il devra agir de la façon suivante :

1°) Demander à ces personnes de choisir entre la propagande politique et l'action. Au cas où elles opéreraient pour l'action, il aura :

a) À nous les signaler en nous donnant le plus de détails possibles sur l'organisation

b) Dans un but de sécurité, à ne plus avoir de contacts avec elles. »

En clair, Morandat est chargé de prendre contact avec les organisations syndicales et les mouvements de résistance et de rendre compte à Londres. Sa mission est exploratoire et d'une durée de trois mois, qu'on envisage de prolonger de trois mois en octobre 1941, avant même son départ effectif. On aura noté que sa latitude d'action est extrêmement limitée et qu'il ne doit en aucun cas devenir partie prenante de l'action qu'il est censé observer, jauger, évaluer.

Voilà pour les termes exacts de sa mission. Son déroulement n'est pas conforme aux directives claires qu'il a reçues. Probablement parce que Morandat agit moins en agent qu'en syndicaliste et en résistant bien décidé à pousser les feux. Probablement aussi parce que cet ordre de mission strict ne pouvait pas s'appliquer à la plasticité de la situation mouvante d'une Résistance en train de sourdre et de s'organiser.

Yvon Morandat, qui n'a que vingt-six ans, est un pur autodidacte qui s'est formé, tout en étant employé aux « Nouvelles Galeries » à Chambéry, au sein de La Jeune République et de la CFTC.

Il faut, pour prendre l'exacte mesure de l'importance de sa mission relire *La Nuit sans ombre* d'Alban Vistel. Dans l'histoire de la Résistance telle qu'elle s'est écrite depuis la Libération, son rôle a été éclipsé par celui de Jean Moulin, pour lequel il a, en réalité, très efficacement défriché le terrain.

Le matin même de son parachutage, le 7 novembre 1941, il rencontre Jean Brodier, secrétaire national adjoint de la CFTC, replié à Toulouse, puis Julien Forgues. En moins de 48 heures, Morandat est mis au courant de la situation de la Résistance intérieure clandestine de façon aussi complète que possible. Grâce à Forgues et Brodier et surtout grâce à la confiance que leur inspire un de leurs camarades.

Morandat monte à Lyon, où il rencontre immédiatement Louis Naillod, président de l'Union départementale des syndicats chrétiens du Rhône. Ce dernier se met à sa disposition. Dans un

rapport décrivant sa mission à venir, le 20 octobre 1941, Morandat avait d'ailleurs donné comme adresse celle de Naillod à Lyon⁵.

Morandat multiplie les rencontres, conformément à la mission qu'il a reçue : Suzanne et Georges Buisson, Marcel Poimboeuf, Stanislas Fumet, Emmanuel Mounier, Georges Bidault, Vivier-Merle et Robert Lacoste. C'est par Lacoste qu'il fait parvenir son premier rapport à Diethelm.

Morandat outrepassa le cadre de sa mission en entrant à Libération et en intégrant sa direction. À la fin de l'année 1941, Libération se dote, en effet, d'un comité directeur qui comprend un représentant de la CGT (Forgue, puis Lacoste), un représentant de la CFTC (Marcel Poimboeuf), un représentant du Comité d'Action Socialiste (Augustin Laurent, Pierre Viénot ensuite), mais aussi Yvon Morandat. Ce comité directeur fait la part belle aux syndicalistes, mais son rôle reste mineur. Les vraies décisions se prennent dans la réunion informelle des dirigeants du Mouvement (à cette date, d'Astier, Lucie et Raymond Aubrac, Jean Rochon, etc.).

Cela n'enlève rien au fait qu'on ne saurait trop insister sur la partie essentielle jouée par les syndicalistes. Il faut d'autant plus le faire qu'ils ont été éclipsés par la suite de cette histoire, notamment par la concurrence apparue ultérieurement entre les structures existant de longue date (partis, syndicats) et les mouvements, création *ex nihilo*. Leur rôle est crucial dans le domaine de la propagande-diffusion, qui contribue à façonner la colonne vertébrale du mouvement grâce au réseau des diffuseurs.

De janvier à septembre 1942, le maître d'œuvre du journal est Yvon Morandat. C'est lui qui contacte alors Édouard Ehni. Où l'on retrouve l'influence de Léon Jouhaux et l'importance de l'accord conclu entre le pape de la CGT et d'Astier. Car Édouard Ehni est un pur produit du monde syndical et ouvrier. Né en 1900, ce fils d'un secrétaire de la section du Livre de Grenoble a commencé à travailler à l'âge de 14 ans dans l'imprimerie. Secrétaire adjoint du syndicat du Livre CGT de Lyon à 28 ans, puis secrétaire général et délégué régional, il est, avant la guerre, un dirigeant écouté de l'Union départementale CGT du Rhône. C'est un proche du secrétaire de l'Union départementale, Marius Vivier-Merle. Responsable de longue date, Ehni connaît sur le bout des doigts sa corporation du Livre, traditionnellement et fortement syndicalisée et structurée, comme on sait. C'est dire concrètement que nul plus que lui n'est mieux placé pour connaître à peu près toutes les possibilités d'impression de presse clandestine dans Lyon et sa banlieue, toutes les imprimeries lyonnaises, les opinions des patrons et des ouvriers. Or, c'est cet homme qui prend en charge la composition et l'impression de *Libération* à partir du début de l'année 1942.

Ehni a recours à des imprimeurs dont il est sûr : Isnard à Bron, qui tire deux numéros, un artisan de la Croix-Rousse, Prosper Rey, chez qui le journal est composé et imprimé pendant six mois environ. L'atelier de Rey étant surveillé, Ehni prend langue avec l'imprimerie Juhan, dans le 7^e arrondissement de Lyon, qui compose et tire un ou deux numéros. Juhan n'imprime pas seulement *Libération*, mais aussi *Combat* et d'autres feuilles clandestines. Fin septembre 1942, Juhan, son associé Besset et leur ouvrier Vargoz sont arrêtés. Ehni est arrêté à son tour.

⁵ 46 MI 3 – SDECE n°320.516, Mission OUTCLASS – LEO.

Incarcéré à la prison Saint-Paul, à Lyon, jusqu'au 12 octobre 1943, Édouard Ehni coupe avec Libération par la force des choses. Il en résulte que son rôle a été plus tard totalement oublié. Or, de janvier à septembre 1942, il a été, avec ses camarades syndicalistes du Livre, un élément déterminant de la montée en puissance du journal clandestin, donc du mouvement. Son action est une illustration, parmi beaucoup d'autres, de l'importance des syndicalistes confédérés et chrétiens. Parmi ces derniers, j'ai cité déjà Louis Naillod, ressource inestimable pour Morandat, mais il faudrait aussi évoquer Lucien Rose qui, à 25 ans, est secrétaire du syndicat CFTC des cheminots et secrétaire général de l'Union départementale des Syndicats chrétiens en Savoie. Militant de Jeune République et syndicaliste confirmé, l'un des créateurs du Collège de Formation ouvrière, couverture légale permettant aux syndicalistes CFTC de se réunir à Chambéry, il sera chef de région pour Libération. On peut citer encore, dans cette même mouvance, Victor Morisot, ancien de la Grande Guerre, blessé à Verdun en novembre 1917, amputé d'une jambe, dessinateur à la SNCF, à Chambéry. Il est aussi, depuis 1936, adhérent de la CFTC.

Les projets initiaux de Morandat et leur application

Pour bien comprendre l'apport des syndicalistes, il faut revenir à la mission « Outclass-Leo », c'est-à-dire Morandat. Ce dernier a eu le temps de penser son action dans les mois qui ont précédé son départ : recruté par Henri Hauk vers mars 1941, il a attendu longtemps de pouvoir effectivement partir, ce qui lui a permis de glaner de précieux renseignements sur les gens fiables à contacter auprès de Joseph Botton, secrétaire général de la Fédération des métaux CFTC.

Comment Morandat concevait-il sa mission, à Londres ? Un rapport d'avril 1941, signé J. M., nous renseigne sur son analyse. Traitant du « travail clandestin de masse », il plaide pour un « compromis » entre les « méthodes de propagande politique en régime » démocratique normal et les « méthodes d'organisation absolument clandestines ». Morandat y excipe de l'histoire du mouvement ouvrier – échecs en Allemagne en 1923, Chine en 1927 – pour justifier sa thèse selon laquelle aucune action clandestine ne peut aboutir si elle n'a pas été précédée par un solide travail du terrain social. Dans cette perspective, Morandat pense que le rôle des anciens syndiqués et responsables syndicalistes sera essentiel. En même temps, écrivant loin de France, il a l'intelligence de noter : « Il faut se garder avant tout de toute idée préconçue et rigide. L'expérience seule sur place peut assurer le meilleur rendement éventuel. » Persuadé de la nécessité d'objectifs politiques pour organiser le travail, il préconise la mise sur pied d'un « 1^{er} mai de résistance ». Il a alors en tête le 1^{er} mai 1941. Ce projet ne verra le jour que le 1^{er} mai 1942.

Morandat esquisse aussi le schéma d'une organisation de travail avec la délimitation de régions – les régions économiques de la France – où seront envoyés des délégués connaissant bien le terrain. Morandat préconise de diviser chaque région en secteurs (usines, quartiers d'habitation, services publics), au sein desquels il faut créer des cellules.

Ce projet, exposé jusque dans le détail, réaffirmé encore le 18 septembre par un autre rapport intitulé « Plan pour l'action en France », qui accorde une large place aux « affinités sociales et politiques », ne correspond pas du tout à ce que son auteur fera une fois arrivé en France. On s'en est d'ailleurs offusqué à Londres, d'autant que Morandat était un envoyé du Commissariat à l'Intérieur et non du BCRA. Jean Moulin, lui-même, a jugé sévèrement l'action de Morandat, non sans qualifier assez judicieusement la position qu'il avait prise :

« 4 août 1942, tg n°55 de REX arrivé le 8 août 1942 (copie du 16 octobre 1942)

LEO je dis LEO. Actif et débrouillard a rendu services certains mais tend à se considérer moins officier F.F.L. que militant LIBER dont est membre comité directeur. KIM [Paul Schmidt] absolument court-circuité. – M'a créé au début grosses difficultés avec LIFRA [Libération Française, plus connu sous le nom de son journal *Combat*]. – Aujourd'hui avec TIRF [Franc Tireur].- A pris enfin à mon insu initiative allant contre décisions arrêtées avec vous notamment au sujet comité experts. »

Ces critiques étaient en un sens justifiées puisque Morandat avait pris de sérieuses libertés avec sa feuille de route. En même temps, elles tenaient peu compte de la situation qu'il avait trouvée, début novembre 1941, de l'enthousiasme soulevé par l'arrivée inopinée de cet émissaire venu de Londres. Elles n'intégraient pas non plus le gain de temps et d'efforts que sa venue, dans la situation très singulière qui était la sienne, avait autorisé.

Morandat, en réalité, a contribué à fortement resserrer les liens entre mouvements et syndicats à un moment critique. Ce rapprochement a fait long feu. C'est que les syndicalistes étaient un apport précieux, mais un apport parmi d'autres, pour des mouvements qui avaient des objectifs sensiblement différents de ceux des syndicats, plus politiques, moins revendicatifs au sens classique du terme. Par ailleurs, en se fondant dans les mouvements, les militants syndicalistes risquaient de perdre leur identité propre et de rendre moins visibles leurs organisations. Les syndicalistes n'ont pas accepté cette position seconde, tout bien pesé subalterne, et leur méfiance a eu pour première conséquence la création du Mouvement Ouvrier Français (MOF) en mai 1942. Cette création marquait leur volonté de développer une action résistante indépendante. Il y a eu là un tournant qui attestait un changement de ligne, qui est allé s'accroissant. Cela a été un élément de plus dans le processus d'estompage et d'érosion de la mémoire de ce qu'avait été aux débuts l'apport syndical.

Un examen attentif montre donc le poids considérable du maillage syndical dans la phase initiale de la Résistance de zone sud en même temps que le rôle majeur joué par Morandat. Les faits que j'ai rappelés soulignent aussi un écart irréductible entre l'action au jour le jour et la théorie/les consignes/les directives énoncées d'en haut ou de Londres.

La pièce syndicale du puzzle résistant des temps pionniers a largement disparu, parce que nombre de ses acteurs ont été mis hors jeu et parce que, graduellement, les logiques d'appareil et de fidélité d'appartenance ont repris le dessus. Il ne s'agit pas de le noter en le déplorant, ce qui n'aurait guère d'intérêt. Il faut le prendre en compte parce que cela souligne combien, au moins pour la résistance pionnière, un maillage s'est graduellement constitué qui ne ressemblait à aucun autre. Mais, pour se constituer, ce maillage a dû faire fond sur des réseaux de sociabilité préexistants. C'est tout le paradoxe, et toute la tension, d'une Résistance qui a inventé ses modes d'existence et son cheminement en prenant appui, quand elle le pouvait, sur des forces existant antérieurement. Une Résistance fonctionnant comme une société clandestine, à part, avec une hiérarchie propre, avec des objectifs qui lui étaient propres, mais contrainte de composer avec des éléments plus anciens. Qu'on imagine un instant la rencontre, ordinairement bien improbable, entre Emmanuel d'Astier, jeune intellectuel léger et mondain, et Léon Jouhaux, le vieux dirigeant ouvrier, taciturne et méfiant, et on aura un aperçu du fossé séparant deux mondes. L'histoire de la Résistance, notamment entre 1940 et 1942, aura aussi été l'histoire de cette tension-là.

Laurent Douzou

Notice biographique

Laurent Douzou est professeur des universités et professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Lyon. Il a publié notamment *La Désobéissance : Histoire du Mouvement Libération-Sud* (Odile Jacob, 1995) et dirigé avec Tristan Lecoq *Enseigner la Résistance* (Canopé, 2016).